CFDT, CFTC, CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, UNSA

LE 9 MAI, TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE ET LA BnF EN GRÈVE

LES ATTAQUES CONTRE LA FONCTION PUBLIQUE ET SES AGENTS SE MULTIPLIENT :

- **120 000 nouvelles suppressions de postes**
- **15 milliards de coupes budgétaires** et des missions de service public qui disparaissent faute de financement
- **baisse du pouvoir d'achat :** aucune augmentation du point d'indice (servant à calculer nos salaires) depuis presque 10 ans, hausse de la CSG mal compensée, jour de carence en cas d'arrêt maladie
- **projet de rémunération variable** établie en fonction de l'appréciation de l'employeur
- **recul des garanties collectives :** fin annoncée des CHSCT (s'occupant des conditions de travail des agents) et des CAP (garantes d'une gestion transparente des carrières et de la mobilité des titulaires)
- **attaques contre le statut des fonctionnaires** qui protège les agents (déroulement de carrière et salaires garantis, etc.) et leur permet d'exercer les missions de service public sans avoir à craindre de pressions extérieures, notamment politiques
- **toujours plus de précarité** avec le CDD de mission (contrat qui peut prendre fin à tout moment) et un recours plus important aux personnels contractuels bénéficiant de moins de droits et de garanties que les agents titulaires.

Pour la CGT, ce n'est pas de moins de services publics et de fonctionnaires que les citoyens ont besoin, mais au contraire de services publics de proximité, renforcés, modernisés avec des moyens humains et budgétaires nécessaires au plein accomplissement des missions.

LES CONSÉQUENCES DE CES POLITIQUES RÉGRESSIVES PROGRESSENT À LA BNF :

→ **de nouvelles destructions d'emplois en 2019** portant à plus de 300 les suppressions de postes en 10 ans et **un budget de fonctionnement amputé de 3,7 millions d'euros en 2019**

→ **des conditions d'activités détériorées et une multiplication des tensions dans les services**

→ **des réorganisations qui déstabilisent les agents et dégradent leurs conditions de travail** (création de la DPU, réorganisation du travail de magasinage, etc.)

→ **des centaines de milliers d'euros de primes toujours pas redistribuées aux agents.**

RÉORGANISATION DU TRAVAIL EN SERVICE PUBLIC > UN RECUL LIÉ AUX BAISSES DE MOYENS : pour pallier au manque d'effectif, il faudrait travailler jusqu'à 15 samedis par an, travailler 11 jours avec une seule journée de repos (obligation d'effectuer les heures supplémentaires le samedi avec perte de la récupération le lundi), employer des contrats ultra précaires en lieu et place des « vacataires BnF », etc.

EN 2016 ET 2017, LA MOBILISATION DES PERSONNELS A STOPPÉ LES SUPPRESSIONS DE POSTES, SAUVÉ LA PRIME DE FIN D'ANNÉE, FAIT RECULER LA PRÉCARITÉ… >>> MOBILISONS NOUS !